

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
43 rue du docteur Duroselle
16 000 Angoulême

Angoulême, le 24/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FBM DISTILLERIE

10 RUE DE LA VILLE
17150 Saint-Thomas-de-Conac

Références : 2024 1676 UbD16-86 Env
Code AIOT : 0003103765

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/11/2024 dans l'établissement FBM DISTILLERIE implanté 10 RUE DE LA VILLE 17150 SAINT-THOMAS-de-CONAC. L'inspection a été annoncée le 08/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FBM DISTILLERIE
- 10 RUE DE LA VILLE 17150 SAINT-THOMAS-de-CONAC
- Code AIOT : 0003103765
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 18 février 2019 à exploiter une distillerie (rubrique 2250) comprenant 6 alambics de 25 hl de charge chacun soit une capacité totale de 90 hl, d'un chai de stockage d'alcools de bouche (rubrique 4755) d'une capacité maximale de stockage de 133,40 m³, une installation de préparation et conditionnement de vins d'une capacité de production de 1300 hl/an (rubrique 2251) et une installation de stockage de gaz en réservoir d'une capacité de 12,8 t (rubrique 4718).

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Prévention des risques	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 21	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Désenfumage	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 15 et 26	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	5 mois
6	Prévention des risques	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 14.II	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 20.I	Sans objet
4	Prévention des risques	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 21	Sans objet
5	Prévention des risques	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 9 et 29	Sans objet
7	Rétention du local de la distillerie	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 27.I	Sans objet
8	Installations électriques, mécaniques et hydrauliques	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 18	Sans objet
9	Distillerie et chai de distillation	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 20.II	Sans objet
10	Accessibilité de la distillerie	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 16.I	Sans objet
11	Aire de chargement/déchargement	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 20.II	Sans objet
12	Aire de chargement/déchargement	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 30	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de la visite d'inspection que l'établissement présente des non-conformités vis-à-vis de règles de sécurité pour ce type d'activité (en particulier la maîtrise du risque incendie), dont les plus notables sont :

- l'accessibilité à un des boîtiers de commande d'exutoire ;
- l'absence de justificatifs validant le degré coupe-feu de certaines portes.

Malgré ces manquements, compte tenu qu'il s'agit de la première visite d'inspection suite à la création de l'installation et que l'exploitant a pris la mesure des observations formulées à l'issue de

la visite, l'inspection ne propose pas de mise en demeure à ce stade. L'exploitant assure à l'inspection des installations classées qu'il va prendre les mesures nécessaires et transmettre les justificatifs afin de se mettre en conformité.

L'inspection demande à l'exploitant de réaliser les études et les actions correctives nécessaires.

À défaut, une mise en demeure sera proposée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 20.I
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique
Prescription contrôlée : I. Installations électriques, éclairage et chauffage. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. [...]
Constats : L'exploitant a transmis le rapport établi par l'Apave de juillet 2024 lors de la visite d'inspection. Aucune non-conformité n'a été constatée mise à part une demande de réactualisation de la schématisation du circuit de mise à la terre.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre le rapport à l'inspection des installations classées et faire réaliser la nouvelle schématisation du circuit de mise à la terre.
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : - [...] ; - [...] ; - d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux, par exemple) d'un réseau public ou privé, d'un diamètre nominal DN100 ou DN150, implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. [...] A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m ³ /h. [...] L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.
Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté que le bassin de réserve d'eau incendie est en cours de réalisation. Néanmoins, l'exploitant dispose d'une réserve d'eau incendie de plus de 120 m ³ , il s'agit d'une cuve extérieure équipée d'un raccord normé. Cependant, l'exploitant ne détient pas de document attestant la réception de cette réserve par le SDIS. Bien que l'exploitant les sollicite

depuis le début de l'année 2024, le SDIS ne s'est toujours pas déplacé pour la validation de la réserve d'eau incendie.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre une copie du courrier ou courriel permettant de justifier qu'il a bien formulé cette demande auprès du SDIS, ou un document attestant la réception de la réserve d'eau incendie par le SDIS si elle intervient dans les 3 mois. L'exploitant justifie également de la contenance exacte de la réserve d'eau incendie et des modalités qu'il met en place pour réapprovisionner en eau cette dernière pour garantir un volume constant. Enfin, l'exploitant tient informé l'inspection de la mise en œuvre effective de la réserve incendie en cours de réalisation de 120 m ³ et justifie que celle-ci sera <i>in fine</i> répertoriée par le SDIS comme PEI (point d'eau incendie). La même justification est attendue pour la réserve incendie déjà présente sur site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 15 et 26
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention
Prescription contrôlée : Art.15 [...] Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité de chacun des accès et installées conformément à la norme NF S61-932, version décembre 2008. [...] Art. 26 L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, [...]). [...]
Constats : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a transmis le rapport établi par la société VIAUD de décembre 2023. Aucune non-conformité n'a été constatée. Néanmoins, un des boîtiers de commande d'exutoire présent dans le chai de distillation n'est accessible que par l'intermédiaire d'un passage d'environ 1 m maximum situé entre deux cuves. L'opération consistant à déclencher manuellement l'exutoire dans une atmosphère enfumée peut s'avérer périlleuse et donc non conforme à l'arrêté.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit revoir et réaliser l'action corrective attendue concernant l'implantation du boîtier de commande de l'exutoire concerné afin d'en faciliter l'accès conformément à l'arrêté. L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre les justificatifs de mise en conformité du boîtier de commande de l'exutoire dans un délai de 5 mois. Un dévoiement de la commande est à privilégier à proximité d'une issue.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 5 mois

N° 4 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique des extincteurs

<p>Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : [...] - d'extincteurs, répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, avec a minima deux extincteurs de type 144B par local de distillation, judicieusement disposés, bien visibles et facilement accessibles ; [...] L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>
<p>Constats : Lors de la visite, l'exploitant a transmis le rapport de décembre 2023 établi par la société VIAUD. Aucune non-conformité n'a été constatée. Contrôlés lors de la visite, un minimum de deux extincteurs 233 B, judicieusement disposés, sont présents et répartis dans le local de distillation et dans le chai de distillation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Prévention des risques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 9 et 29</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Propreté</p>
<p>Prescription contrôlée : Art 9 - Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. [...]. Art 29 - [...] Aucun stockage de matières combustibles n'est autorisé dans le(s) local(ux) abritant l'(les) unité(s) de distillation.</p>
<p>Constats : Les locaux sont maintenus propres et sans la présence de matières combustibles.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Prévention des risques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 14.II</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Comportement au feu des locaux</p>
<p>Prescription contrôlée : II. L'ensemble des ateliers de distillation, qu'ils soient fermés ou ouverts, respectent les dispositions suivantes :</p> <p><u>Communication entre la distillerie et le chai de distillation</u> : les portes situées entre la distillerie et le chai de distillation sont EI 120. Les portes normalement fermées sont équipées d'un dispositif de refermeture automatique marqué CE et compatible avec les fermetures résistant au feu. Les portes maintenues ouvertes en position d'attente et se fermant automatiquement en cas d'incendie (Dispositif actionné de sécurité, DAS) sont conformes aux normes de la série NF S61-937 et équipées d'un ferme-porte. De plus, ces portes sont équipées de seuil ou de caniveau ou de tout moyen équivalent évitant tout écoulement de liquides enflammés ou non entre la distillerie et le chai de distillation.</p> <p><u>Transfert d'alcool</u> : les tuyauteries et les canalisations fixes de transfert d'alcool sont en matériaux incombustibles et parfaitement lutés, munis d'un système de vanne aisément accessible et manœuvrable en toutes circonstances. Lorsqu'elles sont mobiles, les tuyauteries et canalisations de transfert d'alcool font l'objet d'une surveillance permanente de leur état et de leur étanchéité. Les passages dans les murs sont situés au dessus des cuvettes de rétention et sont obturés en dehors des transferts. Les installations sont conçues de telle sorte qu'il ne puisse y avoir de communication permettant l'écoulement d'alcool de la distillerie vers un autre bâtiment.</p>

<p><u>Local de vie du distillateur</u> : le local de vie du distillateur est séparé de la distillerie et des installations de stockage d'alcool par une porte EI 30 et dotée de seuil ou de caniveau évitant tout écoulement d'alcool. Le local possède une issue vers l'extérieur.</p>
<p>Constats : La distillerie et le chai de distillation sont séparés par un local technique accueillant les pompes.</p> <p>Contrôlés lors de la visite, plusieurs portes fournis par le même fabricant ne comportent pas de justificatif attestant le degré coupe-feu EI 120. Notamment les portes de communication entre la distillerie, le local technique et le chai de distillation.</p> <p>De plus, la façade de la distillerie dispose d'une grande baie vitrée, aucun justificatif ne permet de déterminer son degré coupe-feu.</p> <p>Enfin, le local de vie du distillateur est séparé de la distillerie par un couloir. L'accès à ce couloir depuis la distillerie s'effectue par une porte n'ayant pas de justificatif attestant son degré coupe-feu EI 30.</p> <p>Les canalisations rigides permettant les transferts d'alcool entre la distillerie et le chai de distillation sont fixes dans le mur conformément à la réglementation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit fournir à l'inspection les documents justifiant du degré coupe-feu des différentes portes (Distillerie, local technique et chai de distillation).</p> <p>L'exploitant doit réaliser les actions correctives pour être en conformité sur les points concernant la distillerie:</p> <ul style="list-style-type: none"> • porte EI 120 (dans l'éventualité d'une non-conformité) <p>Concernant la baie vitrée, l'exploitant doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • soit remplacer la baie vitrée en place par une baie vitrée EI 120 ; • soit faire réaliser une étude de flux thermique démontrant qu'un incendie dans la distillerie n'engendrera pas de risque pour les bâtiments environnants (structures), les tiers et les services de secours (voies engins, aires de stationnement ...). <p>Compte-tenu de ces différentes constatations, l'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre les mesures ainsi que les propositions d'aménagements qu'il prendra pour être conforme à la réglementation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 7 : Rétention du local de la distillerie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 27.I</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, rétentions</p>
<p>Prescription contrôlée : I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - [...] ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</p>
<p>Constats : Les cuvons de réception d'eaux-de-vie (tout juste produites par distillation du vin) situés dans le local de distillation, sont associés à une cuvette de rétention étanche.</p> <p>Les cuves de stockage d'eaux-de-vie présentes dans le chai de distillation sont associées à un regard pouvant conduire des écoulements accidentels vers le bassin de rétention déporté dont le</p>

caractère étanche a été vérifié.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Installations électriques, mécaniques et hydrauliques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Appareillages électriques
Prescription contrôlée : : [...] Elles sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et sont entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives. [...].
Constats : Lors de la visite, il a été constaté la présence de deux postes radios FM dans la distillerie dont l'un n'est pas classé IP55.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de retirer le poste radio non classé IP55 de la distillerie.
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 semaine

N° 9 : Distillerie et chai de distillation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 20.II
Thème(s) : Risques accidentels, Mise à la terre des équipements
Prescription contrôlée : [...]. II. Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.[...]. [...].
Constats : Contrôlés par sondage lors de la visite, les alambics, les cuves (canalisations comprises) du chai de distillation et les cuves extérieur de stockage de vin ont bien une liaison à la terre conformément aux règles en vigueur (mise à la terre, liaison équipotentielle...). Aucune non-conformité n'a été constatée. Comme indiqué dans le point de contrôle dédié à la vérification des installations électriques, il est demandé à l'exploitant de s'assurer que les résistances des prises de terre / liaisons équipotentielles de ces cuves et différents équipements métalliques sont conformes aux valeurs maximales (en ohms).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Accessibilité de la distillerie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 16.I
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité
Prescription contrôlée : I. L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par "accès à l'installation" une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.
Constats : Les installations sont accessibles aux engins de secours par une voie de plus de 3 m de large et sans passage limité en hauteur. Les voies sont libres de circulation.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 11 : Aire de chargement/déchargement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 20.II
Thème(s) : Risques accidentels, Mise à la terre
Prescription contrôlée : [...].. II. [...].. Chaque zone de chargement/déchargement des alcools peut être mise à la terre. [...]..
Constats : Contrôlée lors de la visite, l'aire de chargement/déchargement dispose bien d'une mise à la terre à destination des camions citernes réalisant des opérations de chargement / déchargement d'alcools.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Aire de chargement/déchargement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 30
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Prescription contrôlée : Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles fixées à l'article 28. Le chargement/déchargement des véhicules citernes ne peut être effectué en dehors d'une aire aménagée à cet effet. [...]..
Constats : L'exploitant a aménagé une zone de chargement/déchargement étanche, bien dimensionnée et raccordée à un dispositif de mise en rétention déportée dont la capacité n'a pas été vérifiée par l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite